



Association québécoise des organismes  
de coopération internationale

## **Assemblée générale spéciale vendredi 17 février 2012**

Maison du Développement durable  
50, rue Sainte-Catherine Ouest, salle Clark  
Montréal (Québec) H2X 3V4

### **Accueil et ouverture de l'Assemblée**

Le président de l'AQOCI, Denis Labelle, souhaite la bienvenue à une salle pleine à craquer, souligne l'importance de cette rencontre pour l'avenir de la solidarité internationale et propose la nomination de madame Nicole Lacelle à la présidence d'assemblée ainsi que celle de Normand Breault au secrétariat. Double proposition appuyée par André Jalbert et entérinée à l'unanimité par l'assemblée.

Il présente dans ses grandes lignes le document d'orientation inséré dans la trousse distribuée lors de l'inscription des membres et attire l'attention sur la dimension bien concrète des actions à définir, en réponse aux questions présentées à la fin de ce même document:

- Dans le contexte d'un gouvernement conservateur majoritaire, la campagne Partenaires solidaires est-elle la bonne réponse pour le réseau face à la nouvelle politique de partenariat de l'ACDI?
- Quels peuvent réalistement être les objectifs d'une action commune du réseau à court terme et à long terme à ce sujet?
- Quelles sont les cibles et les actions à privilégier?
- Quelles actions de concertation et de réflexion pourraient être menées au sein du réseau pour concourir à établir une définition et une application commune des principes prônés par l'ensemble des membres?

Madame Lacelle prend à son tour la parole pour souhaiter la bienvenue aux personnes présentes et, à titre de présidente, invite tout le monde à se conformer à deux petites règles de fonctionnement: on

fait des interventions brèves ne dépassant jamais trois minutes et on accepte qu'une personne qui n'a pas encore parlé puisse le faire avant une autre qui s'est déjà exprimée sur le même sujet.

À son tour, elle rappelle l'importance de la journée, presse les gens de demeurer jusqu'après les ateliers de cet après-midi puisque c'est à ce moment précis que seront définies les actions à entreprendre pour la défense de notre travail de solidarité internationale et dans lesquelles chaque membre de l'AQOCI acceptera de s'impliquer une fois décidées. Elle passe rapidement en revue l'ordre du jour, signalant que l'avant-midi permettra aux personnes invitées de mettre la table pour l'indispensable travail des ateliers et de la plénière de l'après-midi.

## **Le contexte international dans lequel s'insère la coopération internationale**

### *L'analyse de la conjoncture*

Le journaliste indépendant, **Jooneed Khan**, brosse un tableau de la situation mondiale en deux parties :

- La planète est en plein changement dû à la volonté citoyenne depuis *les printemps arabes* jusqu'aux manifestations *Occupons New York et Montréal* en passant par les révoltes des indignés d'Espagne et autres pays européens.
- Les maîtres de l'ordre occidental déclinant sur les plans culturel, économique et politique ne font plus le poids devant les forces émergentes; ils ont pour eux la force militaire mais se voient contrecarrés dans leur volonté de maintenir leur domination par les pays émergents dont la Chine et la Russie qui viennent de manifester leur poids au conseil de sécurité de l'ONU où ils ont opposé leur veto à une résolution condamnant l'autorité syrienne.

Notre réalité mondiale est marquée par l'entrée dans une nouvelle période de l'histoire et dans un changement titanesque.

Devant cette même réalité mondiale, les ONG, missionnaires, militants de la coopération internationale sont appelés à aller plus loin à affronter les nouveaux défis et ne pas hésiter à critiquer (et à abandonner) le terme aide quel que soit l'angle sous lequel on veut faire cette critique: populiste, néolibérale, néo-marxiste. Il faut démystifier l'aide en s'aidant éventuellement de l'analyse qu'en fait l'Ougandais Yash Tandon dans son livre **Demystifying Aid**.

*Voir son texte en annexe A*

**De l'efficacité de l'aide à l'efficacité du développement : l'après Busan pour les organismes de coopération internationale?** Par Gervais L'Heureux, directeur général de l'AQOCI.

*Voir son texte en annexe B*

## La coopération internationale au Canada : l'autonomie des OCI menacée

**Le contexte canadien de la coopération internationale : État de la situation du partenariat avec l'ACDI et retour sur la campagne partenaires solidaires.** Par Denis Labelle, président de l'AQOCI et membre du comité partenaires solidaires. Présentation à partir du texte de préparation de l'AGS.

*Voir son texte en annexe C*

## **Conclusions principales du sondage sur l'impact du nouveau mécanisme de financement de la DGPC,**

Par Julia Sanchez, présidente-directrice générale du CCCI.

**Pour une Agence québécoise de coopération internationale?** Par Louise Beaudoin

*Voir son texte en annexe D*

12 h 15      **DINER** Les membres de l'Assemblée se rendent au deuxième étage pour le buffet préparé par les Cuisines collectives Hochelaga-Maisonneuve.

13 h 15      Au retour, deux membres du personnel présentent le nouveau site de l'AQOCI. Très apprécié.

13 h 30      Ateliers **L'urgence d'agir!**

Le groupe est divisé en 3 ateliers qui, tous trois, se pencheront sur la question qui suit:

**Agir collectivement face à la nouvelle politique de l'ACDI: La campagne *Partenaires solidaires* est-elle une réponse adéquate à la nouvelle approche de l'ACDI?**

Les participant-e-s identifient des pistes d'actions les plus concrètes possibles que les secrétaires et les animateurs d'atelier prennent en note.

15 h 00      Pendant la pause, les trois animateurs d'ateliers avec leur secrétaire respective se réunissent autour de la présidente d'assemblée pour mettre en commun ce qui est ressorti de leur groupe afin d'en tirer les grandes lignes d'action à proposer à l'assemblée en plénière.

15 h 15      Plénière

## Résumé de la plénière

La présidente d'assemblée présente un résumé des principaux éléments s'étant dégagés des échanges en ateliers. Elle les présente dans les termes suivants:

**Objectif général:** sortir de cette crise sans se replier sur soi en sortant dans l'opinion publique, rechercher la mobilisation citoyenne ainsi que l'appui aux luttes populaires d'ici et d'ailleurs; préciser une vision de solidarité réciproque avec les partenaires du Sud et d'ici, abandonnant le concept «d'aide» décriée par les médias actuellement; développer un rapport de force avec le gouvernement fédéral en articulant notre propre vision de la solidarité.

### Objectifs stratégiques:

- a) apprendre à travailler ensemble ici et ailleurs pour aller, en front commun, sur la place publique ensemble et être capables d'autocritique;
- b) s'allier aux luttes connexes (ex. les étudiants) et réactualiser la Déclaration des États-généraux de 2006 et renouer les alliances établies à cette époque; le sud a un impact sur le nord et vice-versa: nous sommes à l'aube d'un « printemps québécois»;
- c) s'allier les médias nationaux et régionaux (et médias sociaux) en ayant de meilleures relations de presse et en définissant un argumentaire simple et clair en donnant la parole au monde avec qui on travaille et en fournissant un outil pédagogique aux membres. Tant ici qu'au Sud, il faut utiliser les professionnels du message qui feraient ressortir la plus-value de notre travail en dressant la liste des réalisations des membres de l'AQOCI ici et ailleurs ainsi que la liste des conséquences concrètes de coupures sur notre travail auprès de la population d'ici et des populations au Sud;
- d) informer la députation surtout celle de l'opposition et se rendre capable de réagir rapidement aux attaques publiques;
- e) étudier la possibilité de la création d'une agence québécoise de solidarité internationale (AQSI), comme élément de rapport de force auprès de la députation et des instances;
- f) continuer les négociations avec l'ACDI le plus longtemps possible avec les autres conseils provinciaux et le CCCI si possible, et dire au gouvernement que ses nouvelles règles du jeu, ça ne marche pas avec nous.

## Réactions de l'Assemblée

Quelques premières réactions viennent agrémenter la synthèse de la présidente d'assemblée. On fait remarquer qu'il nous faudra bien trouver des moyens alternatifs de financement de nos activités quitte même à envisager des collectes de fonds collectives.

La principale réaction se présentant comme une façon concrète et rapide de mettre en place la volonté commune de prendre d'assaut l'opinion publique consisterait à boycotter fermement le tout dernier appel d'offres de l'ACDI d'un montant de 20 millions de dollars, le **Fonds canadien pour la résilience climatique en Afrique**. L'appui enthousiaste et spontané de l'assemblée est quelque peu refroidi quand deux représentants viennent faire part de l'intention de leur organisme de faire appel à ce fonds pour continuer d'appuyer leur partenaire au Nigeria et au Mali.

Après quelques minutes d'échange, le directeur général de l'AQOCI invite l'assemblée à prioriser les moyens à privilégier pour faire connaître cette volonté des membres de l'Association à ce propos. Sans faire appel au boycott, l'AQOCI redira au grand public, dans un communiqué de presse, l'importance qu'elle accorde à l'environnement et dénoncera certains aspects du nouveau programme de l'ACDI en la matière. Ce qui n'empêche pas les membres qui le désirent de présenter leur demande individuelle à ce fonds; ces membres pourront même recevoir l'appui des 65 organismes membres. L'objectif premier de l'Association demeure d'avoir un impact politique réel et efficace.

Quant aux six objectifs stratégiques énoncés, une des participantes fait remarquer que l'AQOCI a déjà fait des avancées dans plusieurs d'entre eux, entre autres, par sa participation à la grande coalition **Pas de démocratie sans voix**, par exemple, qui organise une importante rencontre les 19 et 20 avril prochain. Mention est faite d'autres actions déjà en marche dans les médias, dans le lobby (référence faite aux rencontres déjà prévues à Ottawa et à Québec). On insiste sur la nécessité de profiter de la prochaine campagne électorale pour parler de l'AQOCI et des activités de ses membres.

On fait également mention d'une activité prochaine de l'Observatoire francophone sur la solidarité internationale de l'UQAM.

## **Conclusion**

Le président du CA, Denis Labelle, prend quelques minutes pour remercier tout le monde pour leur participation et adresse des remerciements particuliers à monsieur Khan, à madame Beaudoin, à madame Sanchez, à madame Lacelle, la présidente, et même au secrétaire d'assemblée, sans oublier les membres de l'équipe du secrétariat.

## Assemblée générale spéciale 17 février 2012

Organisme	Prénom	Nom
ACECI	Ginette	Karirekinyana
ACECI	Pierre-Léon	Lafrance
ACECI	Salmi	Najate
Aide aux Aînés Canada	Jacques	Bertrand
Aide aux Aînés Canada	Fabien	Leboeuf
Aide internationale pour l'enfance	Eloïse	Savoie
Aide internationale pour l'enfance	Joëlle	Monné
Aide internationale pour l'enfance (CA)	Roxanna	Robin
Alternatives (CA)	Michel	Lambert
Alternatives	Gabriel	Goyette
AQANU	Grégoire	Ruel
AQANU	Pierre	Boisclair
AQANU	Ricardo	Dorcal
Carrefour Tiers-monde	Louise	Lacroix
Carrefour Tiers-monde (CA)	Josette	Bourque
CDHAL	Evelyne	Boisvert Beaugard
CDHAL	Constance	Vaudrin
CECI	Philippe	Fragner
CECI	France-Isabelle	Langlois
Centre de solidarité internationale du Saguenay-Lac-Saint-Jean	Véronique	Frigon
Centre de solidarité internationale du Saguenay-Lac-Saint-Jean (CA)	Martine	Bourgeois
CISO (CA)	Michèle	Asselin
Comité de solidarité Trois-Rivières	Denis	Labelle
Comité de solidarité Trois-Rivières	Jean-Marc	Lord
CUSO International	Danny	Pelletier
CUSO International	Josiane	Fontaine
CUSO International	Christine	Messier
Cyclo Nord-Sud	Glen	Rubenstein
DESI	Marie-Pierre	Nogarède
DESI	André	Racine

Développement et Paix	Hélène	Gobeil
<b>Organisme</b>	<b>Prénom</b>	<b>Nom</b>
Développement et Paix	Jean-Paul	St-Germain
Développement et Paix	Michael	Casey
Développement et Paix (observatrice)	Marcelle	Sinclair
Equitas	Frédéric	Hareau
FEM-International	Lis	Suarez
FEM-International	Catherine	Paquin
Handicap International	Marc	Drolet
Inter Pares	Sandra	Lecourtois
Jeunesse Canada Monde	Marie-Noëlle	Ouellet
L'AMIE	Marianne	Deziel
<b>L'AMIE (CA)</b>	<b>André</b>	<b>Jalbert</b>
L'Entraide missionnaire	Suzanne	Loiselle
L'Entraide missionnaire	Gerardo	Aiquel
L'Entraide missionnaire	Denis	Tougas
L'Œuvre Léger	Norman	MacIsaac
L'Œuvre Léger	Sylvain	Sicotte
Managers sans frontières	Anne	Rouleau
Managers sans frontières	Chantal	Thiviege
Managers sans frontières	Anne-Marie	Duval
Médecins du monde Canada	Nicolas	Bergeron
Médecins du monde Canada	Isabelle	Mas
Médecins du monde Canada	Vincent	Morel
Mer et Monde	Mireille	Chilloux
Mer et Monde	Claudia	Beaudoin
Mer et Monde	Emmanuelle	Pin
Micro-Recyc-Coopération	Julienne	Douki
Micro-Recyc-Coopération	Franck	Billaud
Oxfam-Québec	Marion	Turmine
Oxfam-Québec	Marie-José	Surpris
Solidarité Laurentides Amérique centrale (SLAM)	Marcel	Gosselin
Solidarité Laurentides Amérique centrale (SLAM)	Sylvie	Gendron
Solidarité Montérégie Amérique Centrale (SMAC)	Benoît	Desrochers

Solidarité Nord-Sud des Bois-Francs	Miriam	Lindsay
<b>Organisme</b>	<b>Prénom</b>	<b>Nom</b>
Solidarité-Sud (Sol-Sud)	Nicole	Pomerleau
Solidarité-Sud (Sol-Sud)	Françoise	Fafard
SUCO	Michel	Sanfaçon
SUCO (CA)	Richard	Veenstra
Terre sans frontières	Robert	Gonneville
Terre sans frontières	Richard	Simard
Terre sans frontières	Jean-François	Dubois
UPA Développement international	André D.	Beaudoin
YMCA-Québec	Michel	Forgues
YMCA-Québec	Caterina	Milani
<b>Total: 36 organismes</b>		<b>Total: 74</b>
<b>Invités</b>	<b>Prénom</b>	<b>Nom</b>
GESQ	René	Lachapelle
Journaliste indépendant	Jooneed	Khan
CCCI (Présidente-directrice générale)	Julia	Sánchez
Députée circonscription Rosemont	Louise	Beaudoin
Bureau de la députée de Rosemont,	Anne	Duhamel
UQAM	Nancy	Thède
Secrétaire	Normand	Breault
Animatrice	Nicole	Lacelle
Service de la solidarité internationale de la FTQ	Atim	León
UDM, L'Observatoire Canadien sur les Crises et l'Action Humanitaire (OCCA)	François	Audet
<b>Équipe AQOCI</b>	<b>Prénom</b>	<b>Nom</b>
AQOCI	Gervais	L'Heureux
AQOCI	Amélie	Nguyen
AQOCI	Marie	Brodeur-Gélinas
AQOCI	Annick	Des Granges
AQOCI	Josiane	Cadotte
AQOCI	Pascale	Lagacé-Brunet
AQOCI	Katina	Binette
AQOCI	Fabiola	Mella

**Grand Total des présences : 92**

ANNEXE A

## Revue de l'année 2012 et incidences sur la coopération

---

### Jooneed Khan

*Journaliste, écrivain et militant de droits humains*

Un coup d'œil rapide sur l'année écoulée 2011 s'attarde d'emblée sur quelques faits saillants : le tortueux Printemps arabe, la crise sans fin des pays riches (USA, UE), le progrès continu des pays du BRICS, le rôle croissant du G20 pour gérer un ordre mondial de plus en plus intenable, le désastre permanent en Haïti et la militarisation de l'Afrique avec l'entrée en scène de l'Africom, la persistance des guerres ruineuses en Irak et en Afghanistan, et leurs conséquences sur le Pakistan, les menaces de guerre contre la Syrie et l'Iran, et l'émergence du mouvement *Occupy* des 99% en Occident – hormis bien sûr la majorité de Stephen Harper au Canada et la vague Orange au Québec!

Mais au-delà des arbres, il importe plus que jamais de regarder la forêt. Et là, force nous est de constater que la forêt se transforme de manière sans précédent, et pas juste à cause du déboisement et de l'effet de serre : jusqu'à l'An 2000, les grands événements, y compris les conflits inter-coloniaux et les deux guerres dites « mondiales », même la rivalité Est-Ouest, restaient circonscrits au cadre d'un Ordre global soumis à l'hégémonie de l'Occident, du moins celle de ce qu'on appelle désormais le 1% au sommet du système.

Suivant le Big Bang de l'Europe que fut la Renaissance, l'Occident s'est imposé irrémédiablement à la planète grâce à une volonté politique bien servie par son sens de supériorité culturelle et par le recours à la puissance militaire, et à la combinaison sans relâche de sa maîtrise toujours plus grande des sciences et des technologies, des méthodes de contrôle politique, policier, culturel et linguistique, et de l'organisation et la gestion autoritaires de l'économie et du commerce.

Or cette hégémonie fout le camp. C'est ce que j'appelle la transformation sans précédent de la forêt. Celles et ceux qui en doutent encore auraient intérêt à voir les événements de l'année écoulée comme de véritables symptômes du déclin de l'Occident, à la fois effets et accélérateurs de mutations géopolitiques amples et profondes, et des signes aussi tant de la volonté des peuples du Sud de maîtriser les leviers de leur destin, que du refus des anciens maîtres du système de lâcher prise, fut-ce par de folles fuites en avant aux conséquences qui ne sauraient être que désastreuses.

<sup>1</sup>Karl Polanyi et Davos 2012

La préparation des JQSI (Journées québécoises de solidarité internationale) coïncident toujours avec le Forum économique de Davos, et son contrepoids depuis 11 ans, le Forum social de Porto Alegre. Signalons que Davos avait pour thème cette année « *La Grande transformation* », d'après le titre de l'œuvre charnière de l'économiste hongrois, et canadien, Karl Polanyi, publié en 1944. Ce qui a amené

---

<sup>1</sup> Document préparé pour l'Assemblée générale spéciale de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale, le 17 février 2012.

le *Guardian* britannique à écrire que « *Le fantôme de Karl Polanyi hante les salons de Davos* », expression qui était aussitôt reprise sur des blogs de tous les continents.

L'auteur, Larry Elliott, explique bien que Polanyi considérait le capitalisme de marché comme une utopie insoutenable, et estimait que des marchés absolument libres entraîneraient l'effondrement politique et social. Elliott souligne aussi que si les grands prêtres du capitalisme absolu réunis à Davos ont admis que le système est en crise, ils ne sont pas prêts à proposer les restructurations qui s'imposent – mais réclament plutôt « plus de capitalisme »! Ce n'est pas un vœu pieux : l'Empire US privatise de plus en plus la guerre en Irak, en Afghanistan et au Pakistan, et la tendance aux États-Unis est à la privatisation de l'école publique!

J'ouvre ici une parenthèse pour expliciter en un raccourci extrême la pensée de Polanyi : son étude de l'anthropologie et de l'histoire l'amena à situer l'émergence du capitalisme moderne avec les Révolutions agraire et industrielle en Grande-Bretagne. Le régime des *enclosures* (clôture des communes) poussa les paysans à vendre leur force de travail dans les usines. L'organisation de ce système engendra un espace pour l'économie totalement coupé de la vie sociale et de la société elle-même. Fuyant l'Autriche des années 1930, il analysa le marxisme comme un système où le pouvoir politique dicte ses lois à l'économie, et le fascisme comme un système opposé, c'est-à-dire où c'est l'économie qui régit la vie politique. Souvent décrit comme un socialiste chrétien, il prônait un équilibre où le politique, l'économique, le social et le culturel s'encastrent dans un fonctionnement intégré.

Je vous renvoie à un article de Jérôme Maucourant et Sébastien Plociniczak, *Penser l'institution et le marché avec Karl Polanyi*, dans la *Revue de la régulation*, no 10, 2<sup>e</sup> semestre 2011.

### **Une lutte aussi vieille que l'humanité**

L'expression Printemps arabe, devenue à la mode grâce à nos médias même si l'automne et l'hiver arabes y sont entremêlés, est un outil dans notre panoplie de gestion du système mondial : utilisée comme code dans notre récit hégémonique du monde, elle isole la mobilisation du peuple arabe pour les droits politiques, économiques et sociaux, et elle nous la sert comme un phénomène unique, isolé des revendications analogues qui l'ont devancé et qui l'accompagnent autour de la planète entière – et surtout de la remise en cause en Asie, en Afrique et en Amérique latine, du système mondial issu de la violence du colonialisme, de l'esclavage et de l'impérialisme.

Ce qu'on appelle le Printemps arabe est en fait une autre étape dans une quête incessante de justice et de dignité aussi vieille que l'humanité elle-même. Elle est aussi la manifestation la plus récente d'un vaste courant de réveil et de libération qui travaille depuis fort longtemps le tréfonds du système mondial post-colombien, de façon souterraine le plus souvent, mais de temps à autre d'une manière éruptive qui entraînait toujours une répression sans merci, mais aussi parfois une répression accompagnée d'accommodements consentis par les maîtres du système pour pérenniser le *statu quo* en l'actualisant.

Je vous renvoie ici à *Une histoire populaire de l'humanité*, le livre de Chris Harman qui vient de paraître aux Éditions La Découverte.

Mais le *statu quo* est de moins en moins pérennisable; il est même de plus en plus intenable. C'est dire que les grandes secousses de l'année 2011 prennent tout leur sens seulement quand on les situe dans un long, vaste et profond processus qui provoque, depuis une bonne décennie, le basculement d'un Ordre mondial que l'on croyait, jusqu'à aussi récemment que l'An 2000, devoir durer encore 1000 ans!

### **Le Project for a New American Century**

Je dis l'An 2000, parce que c'est l'année où George W. Bush a accédé au pouvoir à la tête de l'Empire américain, sur lequel ont surfé les pays de l'OCDE et de l'OTAN ces 65 dernières années – qui ont été celles de la plus grande partie de ma vie.

Bush s'est installé à la Maison Blanche armé d'un manifeste appelé *Project for a New American Century* (PNAC). Le révisionnisme en cours sur l'Internet ne vous le dira pas, mais ce programme, concocté par des stratèges néoconservateurs comme Dick Cheney, Donald Rumsfeld, Richard Perle et Paul Wolfowitz, était appliqué dès la chute de l'Empire soviétique par George Bush Sr (l'invasion du Rwanda par le FPR en 1990 pour la reconquête du pays par la minorité tutsie alors que l'apartheid s'écroulait en Afrique australe, la 1<sup>ère</sup> guerre contre l'Irak en 1990-91, l'aventure de Somalie en 1992). Bill Clinton prenait la relève en 1993, boutant la France hors du Rwanda en 1994, et consacrant ses deux mandats au démantèlement de l'ex-Yougoslavie, et ce jusqu'à l'indépendance du Kosovo par une OTAN qui a contourné allègrement l'ONU.

Durant cette même décennie 1990-2000, les économies de l'Inde, de la Chine, du Brésil redémarrèrent en force, et l'Amérique latine, avec un Brésil sur sa lancée et une Argentine amoindrie, se débarrassait de l'emprise état-unienne. Il y a deux ans naissait à Cancun la Communauté d'États latino-américains et caraïbes (Celac). Comme son nom l'indique, la Celac regroupe les États d'[Amérique latine](#) et de la Caricom ([Communauté caribéenne](#)), et exclut délibérément les États-Unis et le Canada. La Celac était officiellement lancée en décembre 2011 lors d'un sommet à Caracas, où le président vénézuélien Hugo Chavez a déclaré : « Au fil des ans, la Celac va faire oublier la vieille OEA (Organisation des États américains), usée ». « C'est l'arrêt de mort de la doctrine Monroe », a dit Daniel Ortega, le président du Nicaragua, évoquant la stratégie du 19<sup>e</sup> siècle qui faisait des Amériques la sphère exclusive des États-Unis.

Mais nos gouvernements et nos médias n'en soufflaient mot, et nous décodions cela comme le signal que tout allait bien et que nous avions toujours les choses en mains. Le 21<sup>e</sup> siècle allait être celui des États-Unis, et donc de l'Occident. Puis vint l'électrochoc du 11 septembre 2001, et voilà l'OTAN, obéissant à sa propre charte et à ses propres impératifs, partie à la conquête de l'Afghanistan – même s'il n'y avait pas un seul Afghan parmi les auteurs des attentats, et même si 15 des 19 terroristes étaient en fait des citoyens d'Arabie saoudite, notre grand allié arabe et islamique! Dix-huit mois plus tard, c'était l'invasion et l'occupation de l'Irak, toujours au mépris de l'ONU et du droit international. Nous étions comme tétanisés et... fascinés.

### **Enlissement et désenchantement**

C'est en 2005, quand l'enlissement de l'Empire US en Irak et de l'OTAN en Afghanistan s'est imposé comme une réalité fatidique, que les maîtres du Système, Davos en tête, ont évoqué, pour la première fois ouvertement, la menace d'un basculement de l'Ordre mondial par la poussée économique des

pays du BRICS et par l'amorce du déclin de l'Occident. Le PNAC (*Project for a New American Century*), qui postulait que la Superpuissance US ne tolérerait pas l'émergence de rivaux, même parmi ses alliés, et qu'elle se réservait le droit de « la frappe nucléaire préventive », disparaissait du site Web de la Maison Blanche. Le 21<sup>e</sup> siècle ne serait pas celui de l'Empire états-unien et l'Ordre mondial post-colombien ne durerait pas encore 1000 ans!

Mais revenons-en à la revue de l'année 2011. Ce que les faits saillants médiatisés ne disent pas, c'est que près d'un milliard d'êtres humains ont continué de souffrir de malnutrition et de famine, la moitié en Asie-Pacifique, et le quart en Afrique subsaharienne. Cela, nous rappelle *worldhunger-org*, dans un monde qui produit assez d'aliments pour nourrir la planète. *Globalissues.org* nous rappelle que 21.000 enfants continuent de mourir chaque jour dans les pays pauvres, où 2,5 milliards de personnes n'ont pas de facilités sanitaires, 1 milliard d'enfants sont privés de services essentiels à la survie et au développement, 100 millions d'enfants n'ont pas accès à l'école primaire, 7,6 millions d'enfants meurent avant l'âge de cinq ans, et 500.000 femmes meurent de complications dues à la grossesse et à l'accouchement.

Je ne tiens pas à vous assommer avec des chiffres insoutenables que vous connaissez toutes et tous fort bien déjà.

Mais permettez que j'attire votre attention sur quelques autres chiffres du même ordre macroéconomique et tout aussi non médiatisés, mais plus intéressants en termes de développement : selon un spécialiste indien, professeur à l'Institut de gestion de Calcutta (IIM), le taux de croissance indien de 6-8% s'explique par le fait que l'Inde est passé d'un taux d'investissement de 10% du Revenu intérieur brut et d'un taux d'épargne de 8% en 1948 à 23% et 20% en 1980, et à 36% et 38% en 2010. Parallèlement, la Chine affiche un taux d'investissement de 46% et d'épargne de 50%, et un taux de croissance qui est presque le double de celui de l'Inde. Le revenu par tête est passé de 150\$ en 1960 à 4500\$ en Chine, et de 15\$ en 1960 à 3500\$ en Inde. L'Inde, la Chine, et le Brésil aussi, sont en voie de grossir les rangs de leurs classes moyennes, dont l'accès à la consommation est devenu un important moteur de leur croissance.

### **L'accaparement des terres et résistances paysannes**

L'expert de l'IIM souligne toutefois que ce modèle de croissance engendre deux problèmes : l'accroissement de la pauvreté et celui de la corruption. La pauvreté accable d'abord et avant tout la paysannerie, qui voit l'agriculture marginalisée par la nouvelle économie (les subventions de \$3-milliards que les États-Unis versent à leurs 25.000 producteurs de coton font chuter les prix de 12-25%, par exemple). Et cette économie ne parvient pas à créer dans le secteur non-agricole les emplois nécessaires pour absorber les paysans déplacés, même si la Chine y parvient un peu mieux que l'Inde. La réalité, souligne-t-il, c'est que l'Europe s'est développée en faisant main basse pas seulement sur les terres communales de ses propres paysans, mais aussi sur celles d'autres peuples autochtones, et en y exportant sa main-d'œuvre excédentaire sous forme d'émigration massive vers les colonies. Ce double avantage n'est disponible ni à l'Inde ni à la Chine ni au Brésil ni à l'Afrique du Sud – d'où l'importance cruciale de la réforme agraire dans ces pays.

Un secret de l'Inde bien gardé par nos médias à ce sujet, car l'Empire US cultive l'Inde comme contrepoids à la Chine, c'est la guerre que l'État mène (en parallèle à la guerre médiatisée au Cachemire) dans une dizaine de provinces centrales du pays contre ses peuples autochtones, appelés Adivasis, sous le slogan de la lutte contre le maoïsme et contre le terrorisme. Nous avons affaire à une stratégie classique de volonté de mainmise sur des ressources minières enfouies dans le sous-sol des territoires autochtones, et convoitées par des multinationales avec l'aide des pouvoirs politiques et médiatiques de plus en plus corrompus. Pour se défendre et protéger leurs terres, les Adivasis ont fait le jonction avec la guérilla maoïste (il s'agit de combattants indiens inspirés par la stratégie de Mao Zedong et par la Révolution chinoise), active dans ces régions, et ailleurs, depuis bien avant l'indépendance en 1947.

L'appauvrissement constant des paysanneries et l'accaparement massif de terres par des États et des multinationales pour faire de la culture industrielle destinée à l'exportation constituent une grave menace pour la sécurité alimentaire des populations, a dénoncé l'Oakland Institute dans un rapport publié l'an dernier – qui est lui aussi passé sous le radar de nos vigilants médias. En plus de firmes chinoises et brésiliennes auparavant pointées du doigt, l'Oakland Institute, citant l'IFPRI (*International Food Policy Research Institute*), l'ONG Grain et la FAO, écrit que les 180 cas d'achats massifs de terres compilés depuis 2008 impliquent des firmes de Wall Street, des universités US, et des pétro-émirats du Golfe, et portent sur quelque 50 millions d'acres de terres en Afrique et en Asie. En Afrique seulement, la Banque mondiale a recensé l'accaparement de 60 millions d'hectares (la taille de la France) ces trois dernières années. Le rapport s'inquiète du sort de 1,2 milliard de petits paysans qui vivent sur moins de deux hectares à travers le Tiers monde.

Critique et mort de « l'Aide au développement »

C'est dire que les défis du développement demeurent multiples et pressants, mais qu'ils appellent un changement d'approche radical qui consiste à décupler nos forces pour peser sur les macro-restructurations en cours afin d'aider à libérer le génie et les énergies des peuples et à les soutenir pour qu'ils prennent en mains la maîtrise de leurs propres destins - ce qui concerne en fait notre destin commun à toutes et à tous sur la petite planète bleue.

La stratégie dite de « l'Aide au développement » des pays de l'OCDE est en butte à des critiques vives et perspicaces depuis l'aube des décolonisations il y a 60 ans. Gilles Carbonnier, de l'Institut d'études de développement à Genève, en a fait une recension, en janvier 2010, dans la *Revue internationale de politique de développement*. À l'instar de Raymond Cartier dans *Paris-Match* en 1956, note-t-il, des populistes occidentaux y dénoncent le « gaspillage » de l'argent des pays riches dans des dépenses somptuaires de dictatures « qui nous appauvrissent »! Des néolibéraux y voient une forme de subvention qui déforme les mécanismes du marché et qui accroît la dépendance et la corruption dans les pays pauvres, ce qui les empêche de se mobiliser et d'adopter « de bonnes politiques ». C'est la thèse de Peter Bauer dans son livre *Dissent on development*, publié en 1971. Celles et ceux qui sont qualifiés de « néo-marxistes » dénoncent, eux, ce qu'ils appellent « l'industrie, le business de l'aide », à la façon de Teresa Hayter, auteure d'un livre intitulé *Aid as imperialism*, et publié lui aussi en 1971, poursuit-il.

Aujourd'hui, en 2012, loin des étiquettes idéologiques et dans un contexte d'économie politique pure, ces critiques convergent pour reconnaître que la soi-disant « aide », qu'elle soit d'urgence en cas de

catastrophes naturelles, humanitaire dans des situations identifiées comme critiques, ou destinée au « développement », n'est en fait qu'un instrument de domination et de contrôle des pays riches sur les pays pauvres, voire un instrument actif de « sous-développement » de ces pays qu'on prétend vouloir aider à se développer. On a vu comment « l'aide » a été militarisée par les pays de l'OTAN en Afghanistan, cela en vain puisque ces pays négocient désormais avec les Talibans après y avoir englouti des billions de \$ (milliers de milliards), et discrédité les ONG de nos sociétés civiles. En Somalie, la découverte soudaine d'une famine larvée et programmée depuis une décennie a permis d'y déployer l'Africom et ses drones tueurs au nom de la chasse aux chebabs et aux pirates – et de militariser un peu plus la vie des Africains.

L'économiste ougandais Yash Tandon, l'un des critiques les plus avertis et les plus éloquents de « l'Aide au développement », vient de publier une monographie de 40 pages aux éditions Fahamu de *Pambazuka News*, intitulé « *Demystifying Aid* ». Dans une interview à la revue allemande *Welt-Sichten*, dont j'ai fait distribuer des copies à notre rencontre du 27 janvier, il affirme que « l'aide est devenu un mot obscène, comme le colonialisme ». Il affirme que, dès le début, le concept de « l'aide » a été défini et appliqué unilatéralement par les pays donateurs, et quand l'échec a commencé à poindre il y a 10 ans, les donateurs ont blâmé les pays receveurs et exigé d'eux de nouvelles conditionnalités. Il maintient qu'un million de personnes au moins en Occident vivent de l'industrie de l'aide, mais que cette industrie est condamnée à disparaître puisque le Document final de la rencontre de Busan, en Corée du Sud, fin 2011, « ne mentionne plus *l'efficacité de l'aide* » car « celle-ci a perdu toute légitimité ».

### **Premières nations, décolonisation et solidarité**

C'est de plus en plus le même discours qu'adoptent les Premières nations du Canada, comme on l'a noté au Sommet du mois dernier à Ottawa. Shawn Atleo, Chef national de l'APN, a affirmé que les Premières nations n'en voulaient plus de la Loi sur les Indiens et désiraient retourner au régime des Traités pour transiger avec le Canada de nation à nation. L'ancien Chef national Ovide Mercredi a martelé avec force détails l'intérêt des Premières nations pour les Traités et leur refus de la Loi sur les Indiens. Jody Wilson-Raybould, chef régionale de Colombie-Britannique, a carrément dénoncé la Loi sur les Indiens comme le fondement d'un régime colonial et humiliant, et a appelé à la « décolonisation. » Mais, les précédant au micro, Stephen Harper avait déjà rejeté d'avance toute abrogation de la Loi sur les Indiens ou même sa révision. « Voilà notre approche, a-t-il dit, remplacer certains éléments de la Loi sur les Indiens par des dispositions et des procédures plus modernes, en partenariat avec les provinces et les Premières Nations. »

Revenons à l'interview de Yash Tandon à la revue *Welt-Sichten*. Interrogé sur un projet de la banque allemande KfW qui finance le système d'eau potable en Ouganda, il répond : « Pourquoi appelez-vous cela de l'aide? Appelez ça du business, comme le font les Indiens et les Chinois en Afrique. Ils y vont pour faire des affaires. Ils ne parlent jamais d'aide. Ils savent que parler d'aide, c'est humiliant pour l'Afrique. Soyez transparents et appelez les choses par leur nom. Pourquoi cacher vos intérêts commerciaux et politiques ? »

La revue lui demande alors ce qu'il voit de mal quand un organisme lié à une Église allemande travaille avec des partenaires de la base dans des régions rurales de l'Ouganda pour accroître le

pouvoir de femmes ou de paysans pauvres. La réponse de Tandon est intéressante : « Voilà un type de relations que j'accepte, une relation basée sur la solidarité. Mais la solidarité est un concept très difficile. Si le but est d'aider les Ougandaises à se doter elles-mêmes de pouvoirs, par leurs propres projets, j'appellerai cela de la solidarité. Mais les gens d'Allemagne ne doivent pas venir imposer leurs valeurs aux Ougandaises. En d'autres mots, si les communautés de ces femmes ont certaines pratiques culturelles, les organismes de solidarité venant d'Occident doivent respecter cela ».

« Même si ces pratiques sont en conflit avec les droits humains universels? », demande le journaliste. « Oui, répond Tandon, parce que cela ne vous regarde pas. Ces femmes n'ont pas besoin d'agences étrangères pour les *encourager*, comme vous dites. Mon expérience de 20 années de travail à la base en Afrique m'a appris que les initiatives de paysannes contre l'oppression en Afrique sont très fortes et très stratégiques. Elles savent ce qui peut marcher et ce qui ne marchera pas. Si dans un tel contexte un organisme étranger vient soutenir les initiatives de ces femmes, ça marchera. Mais si vous venez de l'étranger pour résoudre le problème, vous pouvez créer des conflits que vous ne parviendrez pas à gérer. Tout développement est de l'auto-développement ».

### **Haïti : Où est passé l'argent de la reconstruction?**

Haïti, pays martyr s'il en est un, illustre bien cette évaluation. Le 12 janvier 2012, deux ans après le séisme, la revue *Courrier International* publiait une étude de la revue états-unienne *CounterPunch*, sous le titre : « Mais où diable est passé l'argent de la reconstruction? ». Je vous en recommande la lecture en ligne. Selon un résumé fait par l'agence haïtienne Alterpresse, « seulement 1% de l'aide a été remis au gouvernement haïtien », « à la fin de 2011, sur les 5,5 milliards de \$US promis à New York pour 2010 et 2011, un peu plus de la moitié, soit 52.9%, a été décaissé », « et les résultats peinent à être visibles. » L'article poursuit : « Sur chaque dollar accordé par les USA pour l'aide d'urgence, moins d'un cent est parvenu au gouvernement et aux ONG haïtiens » et « les bénéficiaires principaux ont été l'armée US - qui a reçu 33 cents sur chaque dollar, et de grandes ONG publiques et privées comme Save the Children et le Programme alimentaire mondial (PAM). » La *Cooperative Housing Foundation* (CHF international / 8,6 millions) et la Croix Rouge US (486 millions) ont décroché une grande part de cette manne post-catastrophe sous forme de contrats et de dons » et « les anciens présidents Georges Bush et Bill Clinton ont récolté 54 millions de financement au nom d'Haïti ». « En Haïti, où le logement demeure l'un des plus grands défis de la reconstruction, avec plus de 500.000 personnes vivant encore dans des camps insalubres et des abris de fortune », ajoute *Alterpresse*, deux millions de \$ sont allés à la construction d'un hôtel de luxe, dont le chantier s'élève à 29 millions de dollars. »

Interviewé en octobre 2011 par le Comité pour l'annulation de la dette du Tiers Monde (CADTM), Camille Chalmers, de la Plateforme haïtienne de plaidoyer pour un développement alternatif (Papda), porte un regard analogue sur « l'aide étrangère » après le séisme. « On a vu de grosses ONG internationales arriver, avec un grand nombre d'expatriés, dépenser des sommes faramineuses qui, au lieu d'aider le peuple haïtien, vont plutôt engraisser les bureaucraties internationales. Elles ont consommé une grande partie des dons provenant des citoyens du monde. La plupart de ces grosses ONG internationales ont fonctionné en Haïti comme un État dans l'État. Cette tendance, antérieure au séisme, s'est affirmée et consolidée. » Il poursuit : « l'occasion a été saisie par l'impérialisme états-unien pour renforcer sa mainmise sur le pays. C'est ainsi qu'il faut interpréter la mise en place d'un mécanisme de canalisation de l'aide, la CIRH (Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti),

codirigé par l'ancien président états-unien Bill Clinton, et qui aujourd'hui monopolise une grande partie de l'aide internationale et gère directement ces flux. Cela se fait sans consulter les acteurs haïtiens, sans même consulter le gouvernement. C'est un mécanisme parallèle à l'État haïtien qui se substitue à la mission qui est accordée par la Constitution aux ministères. »

Mais Chalmers reste optimiste, et rejoint Yash Tandon pour dire que « tout développement est de l'auto-développement » : « Il y a une autre dynamique, beaucoup plus intéressante, à laquelle la PAPDA a contribué, qui était de profiter de cette catastrophe pour rapprocher et unifier les mouvements progressistes. Depuis 2010, on a vu beaucoup plus d'initiatives mises en place conjointement par divers groupements qui n'agissaient pas de façon concertée auparavant. Par exemple, le 3 octobre, Journée mondiale de l'habitat, nous avons organisé une mobilisation contre les expulsions forcées et pour la défense du droit au logement décent et des droits des citoyens qui sont encore sous les tentes (ils sont encore près de 700.000). On espère que cette dynamique pourra aboutir d'ici la fin de l'année à la mise en place d'une assemblée permanente des mouvements sociaux progressistes qui pourrait se réunir chaque trimestre et mettre en place un espace de décisions et de construction de stratégies collectives. »

« Printemps haïtien » et Gel canadien

Un « Printemps haïtien » est en gestation. Quand et comment, nul ne peut le dire. Mais Haïti est engagé dans la dynamique de la Celac, de la déconnexion par rapport à l'axe US-Canada-France, et de l'altermondialisation avec ses voisins latino-américains et caraïbéens. Et ce n'est pas Michel Martelly qui va l'en empêcher : le nouveau président haïtien est aux prises avec un Parlement réfractaire, une presse alerte, un Bébé Doc encombrant, d'ex-militaires remuants, et un conflit de double citoyenneté alléguée!

Voilà un indice de plus, s'il en faut, pour constater l'échec de l'industrie de l'aide, car elle était censée assurer la pérennité du vieil Ordre mondial post-colombien et prévenir toute déconnexion et tout rééquilibrage géostratégique aux dépens du G7. Le Canada a beau parler de « renouveler notre engagement » et de « forger une nouvelle relation d'aide », il a gelé les fonds, dit viser à « réduire la pauvreté globale », lie explicitement ses projets à « l'alignement des pays receveurs sur sa politique étrangère » (ce qui signifie la stratégie de l'Empire US), et son action sur les Objectifs de développement du millénaire (ODM) est tout aussi régressive que son engagement creux pris il y a 40 ans de consacrer le fameux 0,7% de son PIB à ce chapitre!

J'ai relevé cette phrase sibylline sur la page Web de l'ACDI: *"CIDA's aim is to help people living in poverty in developing countries."* C'est comme si le Canada disait qu'il cherche à aider les gens « à vivre dans la pauvreté » dans les pays pauvres! » Il ne suffit pas de dire qu'on veut « forger une nouvelle relation » avec les pays pauvres, il faut le faire. Et cela signifie abandonner la feuille de vigne du paternalisme, d'intentions nobles et de vœux pieux, admettre carrément qu'on fait du business et qu'on exerce des pressions politiques, et astreindre nos projets de coopération au domaine strict de la solidarité entre sociétés civiles dans le plein respect des autonomies locales.

Je vois que ces contradictions préoccupent au plus haut point l'Aqoci elle-même, comme en fait foi le Document d'orientation de cette AG spéciale. Il y va à la fois, dit le document, de la survie à court

terme de nos ONG et de leur légitimité à long terme. Et quand l'État canadien persiste à tenir la dragée haute aux ONG, quand il ne les marginalise pas tout simplement, les défis peuvent paraître insurmontables. Fait intéressant, ce même double défi d'autonomie et de légitimité se pose à nos partenaires locaux des pays pauvres, et nous devons donc saisir et comprendre plus aisément leur dilemme. En ce début du mandat majoritaire des conservateurs de Stephen Harper, la coopération solidaire du Québec avec les pays pauvres a des jours sombres devant elle : elle peut compter sur l'activisme de l'opposition NPD aux Communes, mais elle doit aussi rechercher des alternatives, et la projet d'une Agence québécoise de coopération et de solidarité internationales me semble fort à propos.

### **Micro-projets et macro-restructuration**

Alors que les grands OCI se font coopter comme partenaires stratégiques de l'ACDI, les petits OCI s'activent par le biais de microprojets à semer l'espoir parmi les multitudes sans espoir de la planète. Ce travail est noble et précieux, il exprime les valeurs profondes de solidarité sociale et humaine du Québec et, à l'heure de l'altermondialisme, il aide à préparer pour nous toutes et tous, au Sud comme au Nord, un avenir commun d'entraide basé sur le respect mutuel au-delà de nos différences culturelles et linguistiques, et sur la construction d'une économie solidaire durable. Pour cette même raison, il importe que nos petits OCI combinent leurs énergies pour faire pression sur l'État canadien dans le sens d'une « nouvelle relation de coopération » et pour peser de tout leur poids cumulatif afin d'accélérer les grands changements macro-structurels en cours.

Je suis moi-même un produit de la micro-coopération Nord-Sud puisque c'est grâce à une bourse du Commonwealth, octroyée sous le Plan Colombo de 1950, que j'ai pu venir effectuer des études universitaires au Canada dans les années 1960. Et si je critique aujourd'hui la façon dont le Canada s'est enfermé ces 60 dernières années dans une stratégie de coopération qui lui a profité surtout à lui-même et qui a accru la dépendance des pays pauvres, c'est que je suis persuadé qu'une vision moins myope et plus généreuse nous aurait permis, à toutes et à tous, de faire l'économie du choc actuel et d'éviter la rupture comme celle que l'Amérique latine et les Caraïbes viennent d'imposer avec la Celac. On dira qu'il y avait le contexte de la Guerre froide, bien sûr, mais cela fait plus de 20 ans que la Guerre froide est terminée – elle a même été gagnée par le Canada.

Au début des années 1990, longtemps avant que l'on parle du BRICS, j'avais proposé, lors d'une consultation organisée par les libéraux de Jean Chrétien, que le Canada forme une sorte de G5 ou G6 avec des pays ouverts et influents du Sud comme l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud et autres pour proposer après la Guerre froide un agenda de coopération solidaire Nord-Sud. Pour être franc, j'avais aussi proposé que le Canada abolisse la monarchie et devienne une République, qu'elle quitte l'OTAN, et qu'elle règle sur la base du respect mutuel les questions du Québec et des Premières nations. Il y eut autour de la table bien d'expressions embarrassées, de grincements de dents et de regards vers le plafond parmi les mandarins et autres carriéristes présents!

### **Rétablir l'hégémonie par le militarisme et la guerre?**

Pour conclure, je reviens à la revue de l'année 2012 pour récuser avec la plus grande fermeté toute perception d'utopisme rêveur ou d'idéalisme dans mes propos. Il y a 40 ans, je cofondais un mouvement politique à Maurice, mon pays natal au cœur de l'océan Indien, et je proposais les mêmes

idées – qui étaient alors vraiment utopistes puisque l’Ordre mondial post-colombien était tout à fait hégémonique dans le contexte de la Guerre froide et semblait devoir durer 1000 ans, justement. Je ramais à contre courant, assurément. Mais à l’aube de la seconde décennie du 21<sup>e</sup> siècle, le courant se renverse dans le sens où je ramais!

Malheureusement, les maîtres de l’ancien système s’accrochent mordicus à leurs manières de faire discréditées. L’OTAN n’est plus dans l’OTAN. Elle se modernise et étend son champ d’action. Ses drones tuent indifféremment au Pakistan, au Yémen, en Somalie. Elle aide à écraser le Printemps arabe au Yémen, à Bahrein (qui abrite la 5<sup>e</sup> flotte US) et en Arabie saoudite, elle a confisqué celui de la Libye, elle cherche à détourner celui de la Syrie, pendant qu’elle gère toujours ceux de l’Égypte, du Maroc et de la Tunisie par islamistes, Turcs et pétro-émirats interposés. Israël peut toujours compter sur elle, et l’Iran a toutes les raisons de s’en méfier et à intensifier ses liens avec la Russie, la Chine, l’Inde, l’Afrique et... l’Amérique latine que Téhéran cible depuis peu avec une chaîne TV de 24-heures en espagnol appelée HispanTV.

Le veto russe et chinois au projet interventionniste de l’OTAN en Syrie a été un tournant. Il y en aura d’autres, comme par exemple le vote annoncé sur l’admission de la Palestine à l’ONU. Les grandes manœuvres autour de la Syrie sont enclenchées, avec des agents de pays de l’OTAN déjà au sol et la participation de la Turquie, de l’Arabie saoudite et d’Al Qaeda à leurs côtés! On approche de la grande guerre rêvée dans les officines de l’OTAN et d’Israël entre sunnites et chiites. Le Royaume-Uni dépêchait entre-temps des navires de guerre aux îles Malouines, et l’Argentine affirmait qu’il y avait parmi des sous-marins armés de missiles nucléaires, ce qui est en violation du Traité de Tlatelolco sur la dénucléarisation de l’Amérique latine.

### **Éviter le glissement vers la guerre et le fascisme**

Sommes-nous au seuil d’une nouvelle grande guerre, qui cette fois serait vraiment mondiale? Les pays de l’OTAN, en perte de vitesse économique et géopolitique, n’ont comme atout véritable que leur bras armé hypertrophié. Cherchent-ils à s’en servir pour réimposer une hégémonie en recul? Car même si les guerres du 21<sup>e</sup> siècle leur coûtent cher, c’est aussi la guerre qui fait marcher leur machine industrielle, et donc leur économie.

En parallèle, le capital prend le dessus sur les gouvernements élus en vue de gérer les crises en Grèce, en Italie, au Portugal. En Espagne, où la droite est revenue au pouvoir, une cour vient de radier pour 11 ans du barreau le juge Baltasar Garzon, qui avait ouvert une enquête sur Guantanamo et sur plus de 100.000 disparus de la Guerre civile espagnole. Aux États-Unis, dans la foulée des attentats du 11 septembre 2001 et du Patriot Act, et en pleine effervescence du mouvement *Occupy* durement réprimé par une police de plus en plus militarisée, des plans sont dépoussiérés et d’autres sont élaborés pour arrêter et détenir sans procès des citoyens états-uniens suspects de terrorisme dans des camps prévus sur des bases militaires. Et le Canada annonce qu’il approuve le recours à la torture.

Il est plus que temps d’arrêter la longue chute du Canada de son piédestal de force pour la médiation et la paix dans le monde aux bas-fonds des va-t-en-guerre drapés dans de fausses morales de circonstance et soucieux surtout de tirer profit d’une hégémonie déclinante qui cherche à retrouver un nouveau souffle. Cela veut dire que le Canada doit adhérer pleinement et avec confiance au monde

nouveau qui émerge sous nos yeux, et aider à façonner ce nouveau monde d'une manière aussi équilibrée et optimale que possible, au lieu de s'enfermer dans l'adoration de la reine et en compagnie de dinosaures fous et déchaînés. Cela implique aussi concrétiser cette « nouvelle approche de la coopération » que nous servent du bout des lèvres les discours officiels ressassés année après année.

NOTE : Pour faciliter la lecture, j'ai évité les notes en bas de page, de même qu'une bibliographie, préférant intégrer toutes ces données au corps même du texte. Mais je recommande la lecture d'une **Réflexion sur la conjoncture** que j'ai soumise à l'Assemblée générale de l'AQOCI en 2006 et dont le texte présent est en quelque sorte un suivi. Merci. - **Jooneed Khan**

## ANNEXE B

### L'APRÈS BUSAN ET LES ENJEUX POUR LES OCI DE L'AQOCI?

Par Gervais L'Heureux

Bref compte-rendu de la participation du directeur de l'AQOCI au FSCB (Forum de la société civile de Busan) (26-29 novembre 2011) et au FHN4 (4<sup>e</sup> Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide) (29 nov-1 déc 2011)

Un blogue produit par le directeur pendant son séjour à Busan, Corée du Sud, relate plus en détails les 2 événements. <http://aqocibusan.blogspot.com/>

- Dans le cadre du Forum de la société civile : 500 participants de la société civile, venant des 5 continents ont participé à ce Forum. Quelques dizaines provenant de l'Amérique du Nord, plusieurs dizaines de l'Afrique, de l'Amérique Latine et beaucoup d'Asie. La délégation canadienne était composée de 7 personnes, dont une du Québec, le dg de l'AQOCI.
- Le message qui ressort fortement du forum de la SC n'est pas très différent à ce que l'on entendait en préparation de Busan. En deux mots, il nous faut tout faire pour "*la reconnaissance de la société civile à part entière comme acteurs du développement*".
- On a fait état du peu de progrès accompli ces 5 dernières années pour honorer les engagements en termes d'efficacité de l'aide notamment de la part des donateurs. **l'enquête montre que les donateurs ont fait moins d'efforts que les pays en développement pour mettre en œuvre leurs engagements en matière d'efficacité de l'aide depuis 2005, et tout cela malgré le fait que ces derniers se sont avérés bien moins exigeants envers les bailleurs de fonds.**
- Le FSCB a entre autres pour objectif de discuter de la stratégie des OSC en vue de leur participation au FHN4 à travers des sessions thématiques et sectorielles.
- De nombreux ateliers ont été présentés : **transparence et reddition de compte des OSC, appropriation démocratique, forum des femmes, droits humains, environnement, favoriser un environnement favorable aux OSC etc.**
- Au cours de cet exercice il y a eu la rédaction d'une 5e version du document de Busan. La société civile négociait via son sherpa, M. Antonio Tujan, co-président de Betteraid, et les choses ne s'annonçaient pas simples dans la négociation avec les autres acteurs impliqués dans la rédaction finale du document pour faire inscrire nos revendications.
- **Occupy BEXCO! Occupy BEXCO!** mot d'ordre pour nous faire entendre (message de l'importance de la société civile) si jamais les demandes de la SC ne sont pas acceptées dans le document final.

#### FHN4 du 29 nov.-1déc.: Une participation de plus de 2500 délégués

- Des ministres venus des quatre coins de la planète, mandatés par des pays en développement et des pays donateurs, des représentants gouvernementaux, des parlementaires, des représentants d'organisations de la société civile et du secteur privé, se sont rassemblés à l'occasion du quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, qui s'est tenu du 29 novembre au 1er décembre 2011 au Palais des congrès Bexco de Busan, en Corée du Sud.

- Des 500 participants du forum de la société civile, 300 sont inscrits au FHN4. Tout de même impressionnant de se retrouver au milieu de ce supermarché d'ateliers, de plénières, de "side events", de mini-débats, de conférences.
- *Korea shows the way* : Nous avons entendu souvent au cours de ces 3 jours, de la bouche de presque tous les intervenants, que la Corée du Sud illustre bien ce que la coopération internationale peut apporter comme résultats tangibles. Presque tous les conférenciers nous ont mentionné qu'en 50 ans, la Corée du Sud a fait des progrès extraordinaires. Ce pays, sorti d'une guerre, est passé de l'assistance internationale, particulièrement américaine, à la 11ème puissance économique mondiale. Impressionnant il est vrai. Guerre froide aidant, les États-Unis y ont mis le paquet mais les Coréens ont trimé dur, cela est marquant.
- *Nothing about us without us* : Il est de plus en plus évident que nous avons de la difficulté à nous faire entendre comme société civile et le briefing tenu avant les discours des grands dignitaires qui lanceront la deuxième journée, était essentiel. Le document qui doit être l'objet d'un consensus final en est à sa 7e version.
- **Secteur privé**: présents dans de nombreux ateliers, cités par chacun comme un nouvel acteur essentiel, et représenté ici par plus de 100 participants. Nous reconnaissons que le secteur privé peut jouer potentiellement un rôle dans la promotion de l'innovation, la création de la richesse ou de l'emploi, mais l'accord (document) ne contient aucune vision claire d'un modèle de développement autre que celui basé sur la croissance portée par le secteur privé. Quelle croissance? Rien pour indiquer comment il peut faire avancer la mise en œuvre de l'efficacité du développement.

*"Les sherpas, tels de bons guides, nous ont mené vers le sommet pour arriver sagement vers le consensus de l'adoption finale du document intitulé "Partenariat de Busan pour une coopération efficace au service du développement". Tels ont été les propos de Homi KHARAS, animateur de la plénière finale du 4ème Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide de Busan.*

#### **Les acquis du Forum de haut niveau.**

Par rapport à ACCRA, le partenariat de Busan constitue une avancée pour la SC:

- C'est la première fois depuis la rencontre de Paris (2005) que l'appropriation démocratique est reconnue comme un principe fondamental de la coopération au développement.
- La contribution de la société civile a permis à Busan de faire le passage (du moins dans le discours) de l'efficacité de l'aide (aspect plus technique) à celle du développement (+ politique, + tourné vers résultats fondés sur la reconnaissance des droits humains, de développement, fort différent du concept de fourniture de l'aide)
- Il y a place dans le document de Busan à la réaffirmation des engagements à promouvoir un environnement propice à la société civile, fondé sur les droits. (Paragraphe 22)
- Le FHN4 a été l'occasion de reconnaître des principes Istanbul sur l'efficacité du développement des OSC.

#### **Cependant DEMEURENT D'IMPORTANTES PRÉOCCUPATIONS pour la SC**

- Le document final ne contient aucun engagement explicite en faveur de l'adoption d'approches fondées sur les droits humains. Cependant, en l'absence d'une approche fondée sur les droits et en l'absence de contrôle des dépenses dans les états les plus fragiles tels que la Somalie, Haïti et la

Côte d'Ivoire, nombreux sont ceux qui restent dubitatifs devant ces nouvelles, notamment pour ce qui concerne la façon dont les véritables problèmes qui touchent les plus vulnérables, notamment les femmes et les enfants, seront abordés.

### **Il n'y a pas une attention suffisante aux droits des femmes**

- Des groupes de défense des droits des femmes ont largement participé au processus avant Busan (AWAID) abouti au document « Exigences clés des organisations des droits des femmes et de l'égalité de genre ».
  - L'accent mis sur la croissance économique n'a pas abouti à une plus grande émancipation dans toute leur diversité.
  - **Le paragraphe 20:** Ce paragraphe spécifique à la reconnaissance de l'égalité entre les femmes et les hommes représente un acquis à applaudir mais selon plusieurs on ne va pas assez loin et il manque des cibles précises et un échéancier concret, cela a été enlevé du DFB (document final de Busan).
- Le DFB néglige de mentionner le travail inachevé selon les engagements (appropriation, alignement, harmonisation, GAR, responsabilité partagée) pris à Paris et Accra.
  - Les accords concluent un rôle important au secteur privé mais n'incluent aucune vision globale, aucun cadre politique permettant d'exiger que ce secteur rende des comptes par rapport à l'efficacité du développement.

### **Conclusion**

- En réalité le test, comme toujours après cette série de beaux discours, sera l'après Busan. Comment s'assurer cela se traduise en action? Le défi désormais consiste à trouver une bonne manière de forcer les gouvernements et les entreprises à respecter leurs engagements.
- Tous les intervenants se sont exprimés sur l'importance de présenter des résultats aux contribuables, aux électeurs, aux populations pauvres et aux donateurs, ainsi qu'aux gouvernements partenaires et aux Parlements, aussi bien dans le Nord que dans le Sud.
- Pour les OSC: nous devons prendre l'engagement de contribuer significativement au niveau national, mondial à l'efficacité du développement et nous avons à notre service les principes d'Istanbul pour l'efficacité du travail des OSC ».

Gervais L'Heureux, 17 février 2012.

## ANNEXE C

### Document d'orientation

Dans le cadre de l'Assemblée générale spéciale de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), ce document vise à lancer la réflexion sur la réponse à donner à la nouvelle approche de partenariat de l'ACDI « *visant à mobiliser les Canadiens et les organisations qui participent au développement international* » annoncée en juillet dernier et mise en œuvre à travers 6 appels de proposition depuis. Il souligne des enjeux liés à la survie des organismes à court terme, soit en termes de financement, mais aussi à long terme, c'est-à-dire en termes de légitimité, de valeurs et d'ancrage dans la société québécoise. Les orientations souvent contradictoires qui sont dictées par ces deux logiques devront être réconciliées collectivement au sein du réseau afin de préserver les acteurs et le sens de la coopération et de la solidarité. L'AGS se veut un autre pas dans ce sens.

Dans cette optique, le document abordera sommairement le contexte actuel de la coopération et des pistes d'action possibles pour le réseau.

#### 1. Contexte de la coopération

##### 1.1 *Le rapport entre la société civile et l'État au Canada : la coopération n'est pas un cas isolé*

Cette réforme s'insère dans un changement de paradigme plus large du rapport entre le gouvernement canadien et la société civile. Au cours des dernières années, on remarque le passage d'une relative relation de confiance à une volonté de contrôle et une certaine méfiance de la part du gouvernement canadien, en particulier face aux organisations et individus les plus critiques de ses politiques. Pour la coopération internationale, **le conflit interne entre la capacité de prendre parole et de choisir ses orientations de manière autonome et celle de survivre prend une place de plus en plus grande, sous peine de miner les principes mêmes de la coopération et de la solidarité.**

Cette situation fait ressortir l'une des contradictions centrales dans la relation entre la société civile et le gouvernement au Canada. Le gouvernement doit en fait consentir à appuyer la société civile qui le critique, puisqu'il juge son apport bénéfique à la gouvernance du pays. Jusqu'à maintenant, la société civile a joui d'une relative liberté malgré une certaine dépendance face au financement gouvernemental. En fait, il s'agissait qu'un gouvernement ne juge plus la société civile comme un élément essentiel de la gouvernance pour que cet équilibre précaire penche de son côté et que l'on voit que le financement reste l'un des nerfs de la guerre. Sans lien de confiance et sans reconnaissance de l'importance de la société civile, l'édifice du rapport entre la société civile et l'État s'écroule.

L'ACDI dit mettre l'accent sur « des projets efficaces qui sont viables et qui sont mis en œuvre de manière efficiente ». Or, il est difficile de savoir précisément si cette efficacité est évaluée en

termes purement managériaux, en termes d'atteinte de résultats planifiés et mesurables, ou en termes d'efficacité du développement, soit de l'amélioration des conditions de vie pour les populations sur le terrain. L'approche compétitive par appel de proposition et le langage utilisé (par exemple, l'« égalité des chances » atteinte par une limitation des communications individualisées avec les organisations) laisse plutôt croire à une volonté de transformer une relation de partenariat en relation hiérarchique et technique entre le gouvernement et des exécutants, à la manière d'un contrat avec l'entreprise privée. Cette perspective linéaire et déshumanisée du développement, à travers le poids de plus en plus lourd de la gestion axée sur les résultats et la marginalisation de la sensibilisation et du plaidoyer semble contribuer à une dépolitisation de la coopération et de la solidarité internationale.

Se combine à cette tendance à une dépolitisation de la coopération, la politisation grandissante des décisions de financement, que ce soit en coopération internationale (Alternatives, Kairos) ou pour le reste de la société civile (groupes environnementaux, groupes de femmes, événements LGBT). Ces deux facteurs tendent à paralyser de plus en plus les prises de position critiques du gouvernement à un moment où la société civile et notre manière de faire la coopération internationale dans le passé est d'autant plus menacée.

### *1.2 Nouvelle politique et priorités de l'ACDI*

En juillet 2010, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) annonçait sa nouvelle approche de partenariat avec les Canadiens. Ainsi les « partenariats » entre l'ACDI et les OCI seront désormais **considérés à la pièce**, sur une **base concurrentielle** et sans égard à l'**historique** tracé entre l'Agence et ses partenaires de longue date. La politique de partenariat de l'ACDI est de plus en plus forgée par les **impératifs de la politique de défense et commerciale** du Canada. L'ACDI délaisse **l'engagement du public et le plaidoyer**, une composante essentielle du succès de la coopération et de la solidarité internationales.

#### **Une réforme ... pour une plus grande efficacité?**

Loin de « *simplifier le processus de demande en réduisant le fardeau administratif lié aux demandes présentées pour des projets [...]* » tel que le suggère l'ACDI, la nouvelle politique de la DGPC aura de lourdes conséquences sur les OCI et leurs partenaires en termes d'efficacité managériale comme d'efficacité du développement, comme le laissent entendre les résultats du récent sondage lancé par le CCCI et les conseils provinciaux.

- Un **processus compétitif demande beaucoup plus d'investissements en temps et en argent** pour les équipes de petits OCI. L'expertise pour procéder à de tels appels diverge beaucoup entre organisations. L'AQOCI craint que les plus affectées soient celles qui détiennent le moins de ressources pour participer à de tels appels de proposition : les plus petits et les moyens OCI. C'est donc la diversité et la richesse du secteur et des prises de parole qui est en jeu. L'accès au financement ne doit pas dépendre des ressources initiales des OCI.

- L'afflux important de demandes de financement cause de plus des **retards dans l'annonce des réponses**. Plusieurs OCI doivent déjà puiser dans leurs réserves pour poursuivre leurs activités, d'autres risquent de devoir couper leur programmation et perdront l'expertise accumulée au cours des années en licenciant leur personnel.
- Le processus diminue donc les **ressources qui peuvent être utilisées sur le terrain**.
- Dû au retard et aux coupures de financement à prévoir, certaines **organisations partenaires du Sud** ne pourront poursuivre leurs projets, ce qui aura des conséquences sur leur personnel et leurs actions auprès des populations locales. Il existe déjà des exemples de partenaires du Sud qui ont dû fermer leurs portes dû aux délais.
- Le fait de ne pas pouvoir **prévoir le financement** du gouvernement et d'avoir des ressources de plus en plus limitées pouvant être attribuées au fonctionnement des organismes cause un **stress important au sein des équipes** qui ne peuvent planifier leurs activités étant donné les délais et le refus de l'ACDI de fournir la date précise où elle divulguerait les résultats.
- Comme le **financement de l'ACDI est utilisé en contrepartie** pour avoir accès à d'autres financements, les OCI qui n'y ont pas accès sont souvent doublement, voire triplement affectés.
- Certains **grands OCI sont à la fois des bénéficiaires du financement gouvernemental et des bailleurs** à petite échelle. Le refus de leur financement affecte toute une chaîne de plus petites organisations même si ces dernières ne demandent pas directement de financement à l'ACDI.
- Les **activités de plaidoyer et d'engagement du public** sont de plus en plus marginalisées dans le travail des OCI. L'incertitude actuelle menace de plus leur capacité de surveiller de l'évolution des droits de la personne sur le terrain et de dénoncer les abus comme elles l'ont déjà fait dans le passé. Cela contribue à nourrir les questionnements sur leur légitimité.
- La **réputation** des OCI, de l'ACDI et du **Canada à l'étranger** en est affectée.

### 1.3 *Se repenser et répondre aux critiques de la coopération internationale*

La nouvelle politique de l'ACDI ne soulève pas pour l'instant une grande réaction du public. Parmi les causes possibles, mentionnons la technicité des enjeux, le manque de visibilité, mais aussi une opinion publique de plus en plus critique de la coopération internationale. La remise en question de sa validité et de sa légitimité semble en effet prendre de plus en plus de place dans les médias et auprès du public.

Pour faire valoir l'importance de ce secteur, outre le fait de souligner son petit poids politique et économique dans les relations internationales, il faudra aussi « repenser le développement » collectivement, comme cela a débuté dans le cadre des JQSI. Alors que l'on soulève l'idée d'une Agence québécoise de coopération internationale, il est primordial pour les OCI de définir ce dont

on parle quand on fait référence à un modèle de coopération québécois, à des valeurs et des manières de faire distinctes. La question est particulièrement criante quant à l'implication du privé en coopération internationale, en particulier des compagnies minières, promulguée par l'ACDI dans le cadre de la priorité thématique de la « croissance économique durable ».

#### *1.4 Les conséquences d'une dépendance au financement de l'ACDI pour les OCI et leurs partenaires*

Par rapport à la structure de financement des OCI dans d'autres pays, notamment d'Europe, les organisations canadiennes sont assez dépendantes du financement en du gouvernemental. La question de la diversification des sources de financement demeure une préoccupation constante des OCI, tant pour leur survie que pour le maintien de leur autonomie. La même question se pose dans le cadre des relations avec les organisations du Sud.

Les résultats du sondage révèlent que suite aux retards et aux refus de financement de la DGPC, certains de partenaires des OCI canadiennes, comme ces OCI, d'ailleurs, ont dû licencier une partie de leur personnel, réduire leurs activités, voire fermer leurs portes. Déjà, plusieurs OCI présentent leurs opportunités de partenariat en soulignant l'incertitude aux futurs partenaires afin de ne pas créer d'attentes irréalistes.

Dans le contexte actuel, afin de ne pas fragiliser les partenaires du Sud, nous pourrions nous demander :

- A-t-on une certaine responsabilité auprès de nos partenaires du sud en tant qu'OCI agissant à l'international?
- Qu'aurait-on pu faire pour prévenir de telles conséquences?
- Devrait-on revoir la manière de bâtir et de concevoir les partenariats à l'avenir pour éviter que la dépendance des partenaires envers le financement du Canada ne fragilise leur capacité d'agir à long terme?

#### 2. Pistes d'action possibles

##### *Campagne Partenaires solidaires : retour et bilan*

En réponse à la nouvelle politique de l'ACDI, la campagne Partenaires solidaires visait à demander le retour à un véritable partenariat avec entre les OCI et le gouvernement canadien. D'avril à juin 2011, et en particulier en avril, au cours de la période préélectorale, plusieurs outils ont été créés en appui aux démarches des membres auprès des candidats aux élections, des médias et du public. La réponse a été variable entre les organisations membres, malgré plusieurs démarches du secrétariat, mais somme toute, plusieurs des objectifs initiaux ont été atteints. Plus de candidats aux élections ont été sensibilisés que prévu, et le nombre de ceux ayant appuyé la campagne a largement dépassé nos espérances. Les objectifs de diffusion ont aussi été atteints auprès des médias et du public. Par ailleurs, le réseau n'est pas parvenu à démontrer un fort appui du public aux OCI à travers l'envoi de lettres ou des prises de position publiques. Il s'agit de l'action qui aurait demandé le plus grand effort de mobilisation des membres auprès de leurs bases d'appui.

Parmi les résultats obtenus dans un court laps de temps :

Auprès des candidats :

Un total de 55 candidats informés de la campagne, dont 20 l'ont appuyée; (l'objectif était de 50 députés sensibilisés et 5 qui appuyaient publiquement la campagne)

Auprès du public :

Plus de **130 lettres d'appui aux OCI reçues par les candidats**; (objectif de 1000 appuis non atteint)

Plus de **4283 visites** sur le site partenairesolidaires.com en 3 semaines seulement

Une augmentation des **visites du site de l'AQOCI de 34%** (objectif : 3000)

Augmentation de **90% de la croissance du nombre d'adeptes** de la page FB de l'AQOCI en comparaison aux 3 semaines précédentes

Auprès des médias (objectif de 10 publications atteint) :

**5 entrevues** aux médias ont été données

Des **lettres d'opinions** sont parues dans 6 journaux de 3 régions différentes (Sherbrooke, Victoriaville, Lanaudière)

**1 éditorial** est paru sur les enjeux de la campagne

Certains facteurs liés au contexte seront à prendre en compte pour la suite :

- **Une possibilité d'autocensure** due à la plus grande politisation des décisions de financement, à la crainte d'engendrer de mauvaises relations avec l'ACDI et le gouvernement et d'une perte de financement;
- Le manque de **ressources et surcharge de travail**;
- Une chaîne de communication plus complexe dans les grandes organisations qui nuit à **l'implication de la direction générale**;
- La difficulté d'effectuer des **changements de programmation** à court terme dans les grandes organisations, en particulier celles faisant partie de réseaux internationaux;
- **L'intérêt variable** des organisations et le danger du cavalier seul : ce ne sont pas toutes les organisations qui reçoivent du financement de l'ACDI; ce ne sont pas toutes les organisations qui sont aussi menacées par la perte de financement.

#### *Actions récentes et prévues*

Depuis la campagne, le CA de l'AQOCI a créé un comité Partenaires solidaires<sup>2</sup> qui se rencontre mensuellement autour des enjeux de la nouvelle politique de l'ACDI et des actions à mettre en œuvre pour le réseau.

Certaines rencontres politiques ont déjà eu lieu afin de sensibiliser l'opposition officielle. Le 19 décembre dernier, l'exécutif et la direction de l'AQOCI ont rencontré Mme Hélène Laverdière,

---

<sup>2</sup> Le comité est composé de Denis Labelle (CSTR), Marco Labrie (CSI-Sherbrooke), Michel Lambert (Alternatives), Gervais L'Heureux (AQOCI), Amélie Nguyen (AQOCI) et Richard Veenstra (SUCO).

critique du NPD en matière d’Affaires étrangères. Le 16 janvier, plusieurs membres du CSI de Sherbrooke et des représentants de l’AQOCI, et du NPD se sont rencontrés, notamment pour discuter de la nouvelle politique de l’ACDI, de ses conséquences et des appuis possibles du NPD.

L’AQOCI a aussi collaboré à la création et à l’envoi d’un sondage court et d’un sondage long de portée pancanadienne avec le CCCI et les autres conseils provinciaux afin de documenter les conséquences de la nouvelle politique sur les membres.

L’AQOCI a contribué au rapport du CCCI aux évaluateurs (France, Pays-Bas et Indonésie (observateur)) de la direction de la coopération pour le développement de l’Organisation de la coopération et du développement économique (CAD-OCDE) sur la politique de coopération du Canada. L’évaluation par les pairs finale du Canada doit être présentée en juin 2012.

Lors de la SDI, plusieurs lettres d’opinion seront envoyées à travers le Québec par les membres de l’AQOCI au cours de la SDI. On prévoit aussi une prise de position publique autour du dévoilement des résultats du sondage long par les OCI.

Deux rencontres politiques sont prévues à Ottawa : la première avec H. Laverdière, Jinny Sims et Nycole Turmel du NPD; et la seconde avec Irwin Cotler du parti Libéral (et d’autres députés dont la présence est à confirmer).

L’AQOCI a aussi demandé que cette question soit inscrite au calendrier du Comité permanent des Affaires étrangères.

Il est prévu d’organiser une rencontre avec l’ACDI pour discuter de nos préoccupations et de nos revendications.

L’AQOCI a aussi rencontré le sous-ministre des relations internationales, M. Marc Croteau le 9 février 2012.

*Et pour la suite?*

- Dans le contexte d’un gouvernement conservateur majoritaire, la campagne Partenaires solidaires est-elle la bonne réponse pour le réseau face à la nouvelle politique de partenariat de l’ACDI?
- Quels peuvent réalistement être les objectifs d’une action commune du réseau à court terme et à long terme à ce sujet?
- Quelles sont les cibles et les actions à privilégier?
- Quelles actions de concertation et de réflexion pourraient être menées au sein du réseau pour concourir à établir une définition et une application commune des principes prônés par l’ensemble des membres?

## ANNEXE C

### **Pour une ACDI québécoise**

Louise Beaudoin, députée de Rosemont

Le Devoir , 4 novembre 2011

Il y a un an, dans le magazine L'actualité, je lançais l'idée que le Québec crée sa propre agence de développement international, laquelle gèrerait les 800 millions que versent chaque année les Québécois, à même leurs taxes et impôts, en contribution à l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

À l'occasion des 15es Journées québécoises de la solidarité internationale qui se tiennent jusqu'au 12 novembre, il m'apparaît plus à propos que jamais de ramener cette idée, à l'heure où dans ce domaine les conflits de priorités et de valeurs entre Québec et Ottawa n'ont jamais été aussi manifestes qu'aujourd'hui.

En effet, les politiques récemment adoptées par Ottawa en matière d'aide au développement ont plongé le milieu de la coopération au Québec et tous les citoyens qui s'en préoccupent dans un climat d'incertitude. Plusieurs craignent que la coopération internationale, telle que conçue et pratiquée par les acteurs québécois œuvrant dans ce domaine, soit compromise. D'autres redoutent que certaines des relations privilégiées que le Québec entretient avec ses partenaires du Sud se trouvent hypothéquées.

Parmi ces décisions prises par le gouvernement canadien, on retrouve celle unanimement critiquée par l'Assemblée nationale d'exclure plusieurs pays d'Afrique, souvent francophones, de la liste des pays prioritaires recevant de l'aide canadienne. D'autres mesures, comme le retrait du financement à des ONG respectées et à des organismes de défense des droits des femmes œuvrant à l'étranger, ont mis en lumière un processus décisionnel à l'ACDI hautement politisé et fait perdre confiance dans l'intégrité des mécanismes d'attribution de financement fédéral.

Plus graves encore, les récentes modifications apportées à la Direction générale des partenariats avec les Canadiens de l'ACDI ont grandement affaibli celui qui prévalait depuis 30 ans entre les ONG et l'ACDI. Désormais, les ONG sont soumises à un système concurrentiel d'appels d'offres et ne sont plus considérées comme des acteurs du développement, mais plutôt comme des sous-traitants.

Or, comme le soulignait un rapport récent de la Commission européenne, ce système concurrentiel d'appel de propositions ne permet pas de construire avec les ONG des partenariats qui, à moyen terme, leur donnent les moyens de s'attaquer aux différentes problématiques de manière planifiée et durable.

À cela s'est ajouté le récent gel des budgets de l'aide canadienne, et ce, alors que les dépenses militaires canadiennes, elles, explosent. Non seulement cette décision compromet l'atteinte des Objectifs du millénaire pour le développement, mais elle place le Canada parmi les derniers des pays

donateurs. Aux prises avec de telles politiques, jamais le milieu de la coopération québécoise ne s'est dit aussi inquiet quant à la reconnaissance de son expertise, à l'indépendance de sa voix et à son avenir.

Dans l'état actuel des choses, je crois qu'il est devenu primordial pour le Québec d'occuper ce champ d'action et de rapatrier ces 800 millions. Donnons-nous les moyens de mettre en œuvre notre propre vision de l'aide au développement, en créant notre propre agence d'aide au développement.

Déterminons tous ensemble — citoyens, gouvernement, société civile et organisations non gouvernementales, de concert avec les communautés du Sud — nos priorités bilatérales et multilatérales, nos objectifs; bref, le cadre et les modalités qui nous permettront de promouvoir un modèle québécois différent et novateur de développement international. Puis, une fois arrêtée, faisons en sorte que cette vision commune s'inscrive dans un cadre législatif afin d'en assurer la continuité et la cohérence. Afin, aussi, d'instaurer des mécanismes de reddition de comptes et de financement clairs et transparents.

En nous dotant de notre propre agence québécoise d'aide au développement, nous pourrons «jouer pleinement notre rôle dans la construction de rapports plus justes et plus solidaires entre les peuples», comme souhaité dans la Déclaration du Québec endossée par l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) en 2006. Nous serons en mesure de prendre part aux grands débats du moment, que ce soit sur la crise alimentaire, la reconstruction d'Haïti, les changements climatiques et leurs conséquences sur les pays du Sud ou bien sur la place des nouveaux acteurs de coopération Sud-Sud, tels la Chine ou le Brésil.

Nous avons ici, au Québec, une vibrante et très active communauté de la coopération internationale. Celle-ci a déjà entamé l'année dernière, dans la foulée des discussions sur les 60 ans de l'aide au développement, une intéressante réflexion sur la nécessité de repenser le développement, en collaboration avec les communautés du Sud. Pourquoi ne pas poursuivre, cette année, cette discussion en jetant les fondements d'une future Agence québécoise d'aide au développement?

\*\*\*

Louise Beaudoin, députée de Rosemont

<http://www.ledevoir.com/politique/canada/335179/libre-opinion-pour-une-acdi-quebecoise>